

Adresse à la Nation de SEM Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République, Chef de l'Etat, à l'occasion du 54ème anniversaire de l'accession du Mali à la souveraineté internationale

Bismillahi, Rahmani, Rahimi

Mes chers compatriotes,

Hôtes et Amis Etrangers qui vivez parmi nous,

Par la grâce de Dieu, nous voici réunis pour célébrer le 54ème anniversaire de l'accès du Mali à la souveraineté internationale. C'est un moment chargé d'émotions et une date fortement gravée dans la mémoire collective et individuelle de chaque malienne et de chaque malien. En fonction du contexte particulier du moment, cette date est célébrée, selon les années, avec faste ou en toute simplicité. Le contexte particulier politique et sécuritaire de la présente année 2014 reste difficile, car marqué par la perpétration d'actes graves de violence et de crimes gratuits dans le Nord du Mali. Ils sont perpétrés quasi quotidiennement par des groupes armés, en violation flagrante des engagements internationaux auxquels ils ont souscrit.

Aujourd'hui, au-delà de la simple cérémonie commémorative, je voudrais saisir cette occasion pour rappeler quelques objectifs et les grandes actions conduites par le Gouvernement au double plan national et international.

Auparavant, laissez-moi vous dire quelques mots sur certains sujets d'actualité :

D'abord, en ce qui concerne le monde du Travail, nous comprenons la frustration des travailleurs et le Gouvernement ne ménagera aucun effort, ni aucun des moyens dont nous disposons pour dialoguer et aboutir à des solutions justes, équitables, efficaces et durables. Toutes les forces vives de la Nation, en dépit des multiples difficultés que nous traversons, ont fait preuve de discernement et de patriotisme envers le Mali. Nous les en remercions, nous les encourageons à maintenir cet effort et nous veillerons à ce que le dialogue social et politique se poursuive dans la sérénité.

Ensuite, nous sommes conscients des contraintes et difficultés des femmes dans ce contexte difficile que nous traversons. Elles jouent un rôle irremplaçable de levier économique et de stabilité sociale. Merci pour cela et nous savons compter sur le soutien et la mobilisation constante des femmes.

Nous nous réjouissons du rôle croissant et responsable de la jeunesse dans notre société. Nous l'avons encore constaté il ya quelques jours lors du Forum que la Jeunesse a tenu à Bamako. La pyramide des âges de notre population indique que l'écrasante majorité de nos concitoyens n'était pas encore née ce jour du 22 septembre 1960. La jeunesse est un potentiel immense et un véritable atout que la Nation malienne se doit d'exploiter judicieusement.

Nous nous réjouissons également du retour croissant de nombreux réfugiés. Ceux qui ne sont pas encore de retour, devraient pouvoir retrouver, dans un avenir proche, leur demeure et leur communauté. C'est mon souhait le plus ardent et nous y travaillons. Nous ne ménagerons aucun effort pour que les activités de développement durable prennent leur envol et s'intensifient dans le Nord du Mali en vue de consolider la paix.

Nous sommes conscients du poids et du rôle de la diaspora malienne dans la reconstruction du Mali, cette frange de notre communauté qui a toujours fait preuve de patriotisme et d'un attachement profond au Mali et à tous nos principes de soutien de la cohésion sociale, ainsi qu'à la défense de l'intégrité territoriale. Je m'en rends compte à chacune de mes visites à l'extérieur, me faisant fort de rencontrer ces parents vivant hors du pays. Ils ont une grande soif de connaître l'Etat de la Nation, d'avoir des détails sur les questions soulevées par les médias nationaux qui les arrivent avec tous les prismes qu'on peut imaginer très déformants souvent ; et sur les perspectives de développement économique et social, notamment la situation des emplois. Nous supportons et assurons le suivi de leurs propositions et contributions au développement du pays. C'est le lieu de les remercier et de les encourager à maintenir leur engagement pour le Mali.

Notre environnement sous-régional et international reste difficile et fluide, c'est-à-dire presque insaisissable. Heureusement que nous disposons de ressources inépuisables que constitue notre jeunesse, la résilience extraordinaire de nos femmes, le savoir de nos anciens, notre riche patrimoine culturel ; ce qui nous permettra de renouer plus aisément avec un avenir plus prometteur. Nous en sommes convaincus.

Nos pensées vont enfin vers nos pays frères confrontés à ce nouveau mal du siècle : l'épidémie du virus Ebola. Nous formulons le vœu que l'aide de la communauté internationale, déjà en marche, puisse permettre d'endiguer rapidement ce fléau.

Pour l'instant, que nos parents de Guinée, de Sierra Leone, du Libéria et du Nigeria trouvent tous, ici, l'expression sincère de la sympathie du peuple malien.

Mes chers compatriotes,

Hôtes et Amis Etrangers,

Vous vous souviendrez que sur la base de mes orientations, un programme gouvernemental, couvrant la période 2013-2018 avait été élaboré et approuvé. Il visait la conduite d'une véritable transformation économique et sociale, afin de conjurer définitivement les périls graves actuels tels que l'insécurité dans le Nord du pays, les dysfonctionnements des institutions publiques, particulièrement ceux de l'administration, afin de mener avec efficacité la lutte contre la corruption et l'impunité, et de freiner tout risque de dégradation grave des conditions de vie des communautés maliennes. Les objectifs spécifiques ont porté, entre autres :

- Sur la Refondation de l'Etat, c'est-à-dire comment doter le Mali d'institutions fortes et stables afin de mettre le pays définitivement à l'abri des soubresauts politiques et politiques, recréer l'espoir -cette fibre individuelle et cette incitation nécessaire pour l'action commune,- et susciter passion et enthousiasme comme en septembre 1960, car la passion et l'enthousiasme sont des ingrédients nécessaires pour le développement durable et pour engager l'ensemble des Maliennes et des Maliens à envisager l'avenir avec sérénité et à s'y investir. Cet objectif comprend également le renforcement de toutes les institutions publiques et l'approfondissement de la démocratie, la restauration de l'intégrité du territoire et la sécurisation des biens et des personnes, la réconciliation des Maliens, le redressement de l'école, la construction d'une économie émergente et la mise en œuvre d'une politique active de développement social.

- Sur le retour effectif du Mali sur l'échiquier international, avec une politique extérieure tournée vers le rayonnement du pays sur la scène internationale, le renforcement de notre capacité à honorer tous nos engagements internationaux et de promouvoir la coopération régionale et continentale, la promotion et la protection des intérêts de la diaspora malienne.

- Enfin, il s'agissait, pour nous, parallèlement, de sécuriser la gestion des urgences nationales et la mise en place d'actions de développement ayant un impact immédiat et positif sur le sort de tous nos compatriotes.

Mes chers compatriotes,

Hôtes et Amis Etrangers,

Il me plaît aussi de rappeler les trois facteurs principaux qui ont caractérisé le contexte stratégique des opérations du Gouvernement :

- La crise sécuritaire du Nord : nous avons en mémoire toutes celles et tous ceux, anonymes ou célèbres, simples citoyens ou responsables publics, qui ont été victimes de la crise que nous avons vécue ces deux dernières années.

A ce propos, permettez que je rende un hommage particulier à l'administration préfectorale qui a vu ses rangs décimés de la manière la plus barbare que l'on puisse imaginer. Ces préfets, ces sous-préfets et cadres de Kidal qui ont payé le prix élevé, sachez que la patrie, pour l'éternité, vous gardera dans la mémoire comme hommes de mérite.

Au plan national, je me suis investi, dès le début de mon mandat, à conduire les actions nécessaires pour une paix juste et durable, à favoriser l'émergence de l'unité et la cohésion nationales et à rechercher le recouvrement intégral du territoire national. Tirant tous les enseignements du passé, j'ai décidé de privilégier la voie du dialogue en vue de parvenir à un accord de paix global et définitif. C'est pourquoi j'ai initié et engagé le gouvernement à ouvrir à Alger les pourparlers inter-maliens en vue de trouver des solutions durables au problème du Nord.

- Les questions de gouvernance, quant à elles, n'ont pas été oubliées. Les Maliens affichaient peu de confiance en eux-mêmes et en leur pays. Ceci était valable, par exemple, pour le soldat, le jeune diplômé sans emploi, l'agent de l'Etat agissant à son seul profit, le commerçant qui triche avec les impôts et la douane et, fort heureusement, constituant la minorité car nous avons la chance dans ce pays d'histoire commerciale profonde d'avoir à faire à une classe de commerçants patriotes qui aiment le Mali et qui ont fait de sorte que notre pays ne soit jamais dégarni. Nous les saluons pour leur effort et leur compréhension patriotique des différentes phases de développement de ce pays. Ces agissements se faisaient au détriment des plus faibles, des plus démunis et des sans-voix parmi nous ; ce genre de comportement était inacceptable.

- L'état du partenariat économique et financier : en ce qui concerne ce domaine, les déficits ont été criards. Les besoins urgents touchaient la promotion d'une diplomatie de développement, la mobilisation accrue des soutiens extérieurs au profit de l'économie nationale et la mobilisation de moyens de création d'emplois pour notre jeunesse, notamment par des accords de partenariat public – privé. Le Gouvernement a dû renforcer les mesures de mise en œuvre de l'intégration régionale et africaine, y compris par un soin particulier apporté aux relations amicales et historiques que nous avons avec tous nos voisins et avec des pays frères et amis, pas toujours très proches de nous géographiquement, mais qui ont de la

mémoire et qui n'ont pas oublié hier quand nous étions à leurs côtés au moment où ils avaient besoin de nous, qui de manière historique par rapport aux valeurs démocratiques, qui par rapport à un droit dénié que nous avons aidé à recouvrer tels la Chine.

Le partenariat est appelé à s'accroître rapidement. Mais, c'est le lieu de noter d'une part, le poids que l'aide extérieure a pris dans les finances publiques, et d'autre part, la forte dépendance extérieure dans les matières les plus simples du domaine de souveraineté. Permettez-moi de remercier très sincèrement tous les amis du Mali : la France, le Tchad, la CEDEAO, l'Union Africaine, la communauté internationale en général, grâce auxquels nous avons évité le pire.

S'agissant des aspects saillants du programme de travail, l'on peut noter que :

- L'année 2014 a été déclarée « année de la lutte contre la corruption ». Ce n'était pas seulement un effet de mode. Tous les dossiers pendants ont été transmis.

- Les actions de renforcement de la confiance entre l'Administration et les usagers ont été sérieusement entamées. De plus, dès que la situation sécuritaire se sera améliorée et le retour progressif à la paix sera amorcé, nous renforcerons le déploiement en cours de l'ensemble des services publics et des agents publics. L'administration devrait recouvrer, dans les mois à venir, la pleine fonctionnalité des services par un retour à la normale d'avant la crise, et cela, sur l'ensemble du territoire national.

- L'institution judiciaire est en cours de réhabilitation afin d'assurer l'impartialité et la qualité du service au citoyen, afin de promouvoir et de garantir le bon fonctionnement des services. Le contrôle y a été renforcé grâce aux actions de l'inspection du personnel judiciaire, la formation continue des magistrats, l'utilisation plus générale des outils de Technologie de l'Information et de la Communication (TIC) dans le fonctionnement de la justice, la promotion de la transparence et de l'accès aux décisions de justice,

- La Réhabilitation et la modernisation de l'outil de défense et de sécurité à la hauteur des menaces auxquelles nous sommes confrontés. Ces menaces restent importantes et sont appelées à durer.

S'agissant des principales orientations et réformes institutionnelles, l'on peut noter :

- La tenue à Bamako, les 23 et 24 janvier 2014, du Forum sur la Corruption et la Délinquance Financière, et l'actualisation du Plan National d'Actions 2009-2013 de Mise en Œuvre des Recommandations des Etats Généraux sur la Corruption et la Délinquance Financière pour couvrir la période 2014-2018.

- L'évolution positive vers l'instauration progressive de l'égalité absolue de traitement des usagers, c'est-à-dire la simplification des formalités administratives, la mise en place d'un système de transparence dans la gestion des affaires publiques et d'une plate-forme d'évaluation des politiques.

- L'amélioration des conditions de travail du personnel de justice, l'augmentation du nombre de juridictions, en particulier les tribunaux de commerce et de travail, le renforcement des organisations de la société civile pour garantir les droits des citoyens et la mise en œuvre de la

nouvelle carte judiciaire. La justice jouera son rôle dans le vaste chantier du retour à l'Etat de Droit.

- La préparation d'un approfondissement de la décentralisation par la régionalisation, une des attentes fortes de nos concitoyens. Les recommandations des Etats généraux de la décentralisation et des Assises Nationales sur le Nord en fin d'année 2013 ont retenu l'approfondissement de la décentralisation, la mise en place des structures du cadre national d'orientation du Développement Economique Régional et de contrats-plans Etat-collectivités-Régions.

- La préparation d'un approfondissement des instruments de la démocratie participative, y compris la création d'un mécanisme institutionnel de dialogue entre l'Etat et les organisations de la Société civile, l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de renforcement des compétences techniques des élus, la structuration d'une stratégie de promotion et d'animation du co-développement, ainsi que la coopération à la base, qui sera désormais soutenue et renforcée au bénéfice des citoyens.

- La Diplomatie : à la faveur des travaux des pourparlers inclusifs inter-maliens en cours à Alger, et ce, malgré les tergiversations momentanées qui sont du reste propres à de telles négociations, la conclusion d'un accord de paix inclusif, global et définitif semble maintenant à portée de mains. Elle se prolongera par la signature future en terre malienne de l'accord négocié et par la mise en place d'un environnement favorable à l'identification, l'évaluation, la sanction et la conduite d'actions de réparation des préjudices subis du fait des destructions et autres actes délictueux ; ces actions de réconciliation nationale relèvent des missions et responsabilités de la « Commission vérité, dialogue, justice et réconciliation ». Elles jetteront également les bases du démarrage effectif d'un processus de cantonnement, de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) de ceux dont le statut de combattants serait formellement reconnu. Enfin, elles aideront à la remise en état de l'outil de production, des services de base et à la création des conditions les meilleures pour un retour franc et définitif des déplacés et réfugiés dans leurs terroirs respectifs.

Nous avons aussi accordé une grande priorité à la définition et à la mise en œuvre d'une politique de défense et de sécurité. Celle-ci définit une réponse claire, armée et non armée, c'est-à-dire autant militaire que civile, de mobilisation des moyens importants de la Nation pour une utilisation optimale dans un dispositif global assurant la sécurité aux frontières, l'intégrité de notre territoire et la sécurité intérieure. Lesdits moyens en hommes, matériels, infrastructures et dispositifs de commandement seront mis en place progressivement. Il y aura, entre autres, comme supports juridiques et financiers, la loi de programmation militaire, la loi de programmation de la sécurité et leurs textes d'application, ainsi que le cadre d'organisation des secours, l'actualisation du cadre légal de lutte contre les trafics illicites et le crime organisé, et le renforcement conséquent des moyens de la police, de la gendarmerie et de la garde.

Dans cette perspective, un accent particulier sera mis sur le développement de la coopération bilatérale, régionale et multilatérale pour garantir la sécurité, sans laquelle, il n'y aura ni paix ni développement. L'histoire récente a montré que « Sécurité, Paix et Développement » représentent pour le Mali et pour le Sahel un tout indissociable. Nous œuvrerons à la réalisation d'une entente pan-sahélienne sur la sécurité, la paix et le développement. Le Mali apportera sa contribution de qualité au sein du nouvel ensemble sahélo-saharien en construction, le Groupe des 5 pour le Sahel ou G5, appelé à évoluer prochainement en un G6.

- Le programme agricole et de sécurité alimentaire : l'agriculture de notre pays à laquelle nous consacrons 15% de la dépense publique annuelle, pourrait gagner une plus grande place dans le financement des revenus. Elle pourrait assurer la sécurité alimentaire de nos populations et contribuer à l'élévation des revenus et du bien être des populations de la sous-région et sinon d'autres pays africains. La production agricole sera soutenue par les approfondissements de la libéralisation des marchés céréaliers, les réformes foncières et de tenure des terres, l'extension des aménagements hydro-agricoles et les opérations de dragage du fleuve Niger.

- Le programme des infrastructures : La dimension régionale de la crise malienne et la nécessité d'une réponse collective aux menaces dans la bande sahélienne requièrent une dynamique volontariste et des projets structurants afin de fédérer plus aisément les initiatives et mutualiser les moyens. Nous nous y sommes attelés.

- L'école : à l'exemple des dérives inacceptables connues lors des examens du DEF et du Baccalauréat 2014, les changements nécessaires dans le secteur de l'éducation apparaissent urgents et doivent être conduits avec courage, lucidité et fermeté, en harmonie avec la vision commune adoptée pour ce secteur, afin de rester durables et efficaces. Nous devons aider à l'émergence rapide d'enfants issus d'un système éducatif moderne et performant, de ressources humaines qualifiées en vue de soutenir notre projet du Mali émergent.

- Le maintien d'un cadre macro-économique stable nécessite l'amélioration de la qualité de la dépense publique et la conduite des réformes fiscales et de gestion sont nécessaires, dans le respect du cadre défini par le processus de Bruxelles pour consolider la richesse nationale, conduire une politique d'endettement prudente et avoir recours à des financements innovants. Ainsi, nous devons surveiller la mise en œuvre diligente du programme d'action gouvernemental et du cadre stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté 2012 – 2017.

- Pour renforcer la compétitivité du Mali et faire jouer au Secteur Privé le rôle de moteur de l'économie malienne, le Gouvernement devra accélérer la suppression des contraintes au développement du secteur privé et supporter un environnement favorable à son émergence rapide, par approfondissement du dialogue et par le soutien actif aux réformes nécessaires qui ont été convenues.

- Le développement social : convaincu du caractère indissociable du développement économique et du développement social, le Gouvernement soutient la mise en œuvre d'une politique active de développement social axée sur le dialogue avec tous les acteurs socio économiques, en vue de l'instauration d'un climat social apaisé, d'apporter le soutien nécessaire aux mesures visant l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment des catégories sociales fragiles (handicapés, femmes, enfants, personnes âgées) qui feront l'objet d'une attention particulière.

- La Politique Nationale Genre du Mali : il s'agit d'une approche incitative visant à accroître la présence des femmes dans la sphère publique et politique, par conséquent, à promouvoir une démocratie inclusive. L'accroissement de la contribution des femmes au développement économique et social sera fortement soutenu par les pouvoirs publics.

- La politique de la Jeunesse : les questions de la jeunesse et de construction citoyenne ont reçu une attention soutenue. Le but est de faire de la jeunesse ainsi que du renforcement de la

citoyenneté et du patriotisme une priorité de l'action publique, avec à la clé, la création d'au moins 200 000 emplois pendant le mandat présidentiel.

- Les services essentiels de base : les actions visent à aider les populations à avoir accès aux services de base tels que l'eau potable, l'éducation, la santé de base et la protection sociale, et à leur permettre ainsi d'avoir des revenus minima plus élevés. Les initiatives de soutien à l'emploi des jeunes, les initiatives originales de soutien à l'activité économique et l'assistance aux couches les plus défavorisées entrent dans ce cadre. Plusieurs autres mesures sont engagées pour atténuer le coût de la vie, souci majeur de nos populations.

Le Ministère du Commerce opère sur les prix des produits de première nécessité, dans une fourchette de prix accessible, tout en ayant pour objectif une baisse sensible des prix, par variation des circuits d'approvisionnement, l'accroissement de la concurrence, la systématisation des contrôles et l'utilisation, au besoin, de la fiscalité pour permettre d'atteindre et de maintenir les objectifs affichés en la matière.

Mes chers compatriotes,

Hôtes et Amis Etrangers,

Bien évidemment, le bilan d'un an ne suffit pas à faire notre bonheur. Ce qu'il faut, et nous en avons instruit le Gouvernement, c'est saisir chaque opportunité offerte au Mali pour le bien-être du peuple malien. Nous revenons de la Chine populaire où le Gouvernement a signé avec les entrepreneurs chinois de calibre international, des accords portant sur plusieurs milliards de dollars, soit environ 6 mille milliards de FCFA d'investissements structurants dans les domaines de l'agriculture, des transports, de l'éducation, de l'énergie, du business, etc.

C'est historique et c'est exaltant. Il s'agit maintenant de « transformer l'essai » et pour cela, nous devons travailler chaque jour pour que les accords conclus soient des projets vérifiables par le renforcement de la capacité nationale d'organisation, de méthode et d'exécution.

Nous y veillerons personnellement comme nous veillons présentement à la mise en œuvre des importants accords signés en février dernier avec le Royaume chérifien. C'est le lieu encore une fois de remercier Sa Majesté le Roi Mohamed VI.

Mes chers compatriotes,

Hôtes et Amis Etrangers,

Je sais que vos attentes sont nombreuses. Votre impatience est légitime, mais je demeure convaincu que, malgré tout, votre préoccupation, notre préoccupation commune, c'est le Mali.

Au plan international, je voudrais de nouveau saluer l'engagement des amis et partenaires du Mali. Ils sont restés à nos côtés de l'éclatement de la crise à nos jours.

Enfin, je voudrais saisir l'occasion solennelle de notre fête nationale pour réaffirmer, avec force, notre attachement aux valeurs démocratiques et républicaines et notre engagement à la réussite de l'intégration des peuples. Le Mali est et restera une terre d'accueil, une terre où tous les africains seront traités avec respect et dignité.

Mes chers compatriotes,

Hôtes et Amis Etrangers,

En ce jour du 22 septembre, 54ème anniversaire de notre Indépendance, permettez moi de renouveler l’Hommage solennel au Président Modibo Keita, ce visionnaire et père de l’Indépendance du Mali.

Je formule pour chacun d’entre vous, Maliens de l’intérieur et Maliens de la diaspora, mes vœux sincères de bonheur, de santé et de prospérité. Je formule le vœu de voir un Mali qui aura rapidement retrouvé son unité, la paix, la concorde et la quiétude.

Bonne fête à tous !

Vive le Mali !

Vive l’Afrique !

Vive la Paix !